



# Les nouveaux marchands de

# DOUÛTE

La stratégie des géants de la viande et des produits laitiers pour détourner l'attention, retarder et faire dérailler l'action climatique

# Table des matières

<b>Résumé analytique : Les Nouveaux Marchands du Doute</b>	3
Des tactiques visant à détourner notre attention, retarder l'action climatique et la faire échouer	
Détourner l'attention du public et des décideurs	4
Retarder l'action climatique	5
Faire échouer l'action climatique	7
Mise en oeuvre des tactiques	8
Nouvelle-Zélande	11
Australie	11
Grande-Bretagne	12
Brésil	12
Italie	12
<b>Conclusion</b>	14
<b>Références</b>	15



Designed by Pietro Bruni: [www.toshi.ltd](http://www.toshi.ltd)

*Printed on recycled paper*

*Published in July 2024*



## Résumé Analytique : les nouveaux marchands de doute

*Ce rapport fait la lumière sur les tactiques utilisées par les grandes entreprises du secteur de la viande et de la filière laitière afin de détourner l'attention du public de leur inaction climatique, de retarder les initiatives visant à transformer les systèmes alimentaires et de les faire échouer. Ces méthodes font écho à celles utilisées historiquement par les industries du tabac et des combustibles fossiles. Les systèmes alimentaires génèrent environ un tiers du total des émissions de gaz à effet de serre, dont près de 60% proviennent du secteur de la production animale,<sup>1</sup> qui représente également la plus grande source d'émissions de gaz à effet de serre dans le monde.*

*Les données scientifiques sont claires : nous ne pourrions pas rester proches d'une trajectoire d'augmentation de la température de 1,5 degré, comme le stipule l'Accord de Paris, si nous ne réduisons pas de manière significative les émissions de méthane<sup>2</sup> et la consommation de produits d'origine animale,<sup>3</sup>*

*toutes deux pourtant appelées à augmenter. La particularité du secteur agricole réside dans le fait qu'il dépend d'un système climatique stable tout en étant l'un des plus grands responsables du changement climatique, à la fois directement (par la pollution au méthane et à l'oxyde nitreux provenant des animaux) et indirectement (il est l'un des principaux moteurs de la déforestation et de l'utilisation des terres). Dans une enquête récente, plus de 200 climatologues estiment que les émissions dues à l'élevage doivent atteindre leur niveau maximal d'ici à 2025 dans les pays à revenu élevé et intermédiaire et être réduites de 50% à l'échelle mondiale d'ici à 2030.<sup>4</sup>*

Malgré leur impact négatif considérable sur le climat, la biodiversité et la santé humaine, les grandes entreprises du secteur de la viande et de la filière laitière ont été largement épargnées par la réglementation environnementale. Notre enquête révèle que l'industrie a largement réussi à convaincre les décideurs politiques du caractère exceptionnel de l'agriculture (l'« exceptionnalisme agricole »), en obtenant un certain nombre de concessions, d'exemptions et de délais en matière de mesures climatiques. Dans plusieurs pays, le secteur a réussi à convaincre les décideurs politiques d'adopter des approches « de la carotte sans le bâton » pour réglementer les émissions agricoles. Il en résulte que tout changement dans les pratiques agricoles se fait sur une base volontaire et dépend d'incitations financières supplémentaires, tandis que les importantes subventions publiques dont bénéficie déjà le secteur restent exclues de toute réforme. Malheureusement, les subventions agricoles actuelles soutiennent largement le statu quo actuel des grandes exploitations et profitent aux grandes entreprises situées au milieu de la chaîne (les grandes industries agricoles, « Big Ag », de *Big Agriculture* en anglais), ce qui a entraîné la faillite des petites exploitations familiales.

Pour mieux comprendre l'influence de l'agro-industrie (Big Ag), nous avons analysé les initiatives de 22 des plus grandes entreprises du secteur de la viande et de la filière laitière sur quatre continents. Nous avons ainsi examiné leurs

engagements climatiques pris sur une base volontaire, leurs allégations relevant de l'écoblanchiment, leurs investissements dans la publicité, réalisés au détriment d'investissements dans des solutions de réduction des émissions carbone. Nous avons également analysé leur engagement politique : les dons versés à des partis politiques, les réunions avec des responsables politiques, les dépenses consacrées au lobbying, ainsi que les discours que ces entreprises défendent directement ou indirectement par l'intermédiaire d'associations professionnelles. Le rapport étudie la manière dont le secteur coopte les scientifiques et finance ses propres recherches afin de minimiser son impact sur le climat et de promouvoir les solutions qui lui conviennent, à savoir essentiellement des solutions technologiques appliquées sur une base volontaire. L'enquête présente également une analyse détaillée des différents discours des entreprises à l'intention des consommateurs, des médias et des décideurs politiques, illustrant la manière dont le secteur détourne notre attention avec un récit qui sert d'écran de fumée. Ce dernier met en avant des objectifs climatiques volontaires, des produits respectueux de l'environnement et des investissements apparemment ambitieux dans des technologies de réduction des émissions, camouflant les ressources considérables que le secteur mobilise en coulisses pour retarder et faire échouer une législation environnementale progressiste.

### **Des tactiques visant à détourner notre attention, retarder l'action climatique et la faire échouer**

Notre enquête a distingué trois tactiques clés dans la stratégie des grandes entreprises du secteur de la viande et des produits laitiers : détourner l'attention, retarder et faire échouer. Cette étude s'appuie sur nos recherches antérieures sur les tactiques employées par l'industrie du plastique, que nous avons publiées dans le rapport de référence Talking Trash,<sup>5</sup> publié en 2020. Certaines entreprises et associations professionnelles se recourent, mais les tactiques utilisées diffèrent d'un secteur

à l'autre. Nous avons observé de fortes correspondances avec les tactiques de négation du changement climatique utilisées par les grandes compagnies pétrolières, auxquelles il est fait référence tout au long du rapport.

### **Détourner l'attention du public et des décideurs**

Les grandes entreprises du secteur de la viande et de la filière laitière sont passées maîtres dans l'art de la distraction lorsqu'il s'agit de détourner notre attention de leur inaction climatique. Une grande partie de ces tactiques peut également relever de l'«écoblanchiment», qui se traduit par des allégations sur les emballages de leurs produits, ainsi que de faibles objectifs «zéro émissions» et d'autres efforts de marketing visant à présenter leurs produits comme étant respectueux du climat, naturels et faisant partie intégrante d'un régime alimentaire sain. En jetant un écran de fumée vert grâce à ces tactiques subtiles, les entreprises créent un effet placebo collectif, nous faisant croire à un changement, alors que l'impact environnemental du secteur s'est en réalité aggravé.

L'enquête a montré que le secteur était particulièrement attentif aux jeunes générations, qui s'inquiètent davantage du changement climatique et de leur santé personnelle. Aussi les entreprises ciblent-elles spécifiquement la génération Z avec des campagnes publicitaires trompeuses, et en ayant recours à des influenceurs et aux réseaux sociaux. Nous avons trouvé sept exemples d'entreprises et de groupes commerciaux utilisant les réseaux sociaux pour cibler les jeunes, sur TikTok, YouTube, Instagram et d'autres canaux, formulant souvent des allégations trompeuses. Cela peut consister à présenter la viande et les produits laitiers comme des choix alimentaires plus sains pour les jeunes consommateurs dans des pays où la consommation est déjà très élevée, comme le Royaume-Uni.

Les tactiques employées sur les réseaux sociaux prennent également la forme d'attaques directes visant les régimes végétaliens et les protéines alternatives, qualifiées d'options ultra-transformées et malsaines. Cela se traduit par diverses campagnes de publicité et de désinformation pouvant être attribuées à l'industrie de la viande et des produits laitiers. Divers consultants et agences de relations publiques assistent les géants de l'industrie dans l'élaboration de ces récits. Ces derniers travaillent avec au moins deux grandes sociétés de relations publiques qui ont contribué à rédiger la stratégie des grandes compagnies pétrolières et du secteur du tabac au cours du XXe siècle. Il s'agit notamment de la société de relations publiques américaine Edelman, l'une des plus anciennes et célèbres au monde, qui s'est récemment vantée d'avoir réussi à dissuader les jeunes publics d'opter pour des alternatives végétales pour remplacer les produits laitiers.

Malgré les discours sur l'action climatique, les objectifs des entreprises en matière de climat ou de zéro émission nette ne répondent pas en grande partie au critère d'intégrité. Sur les 22 entreprises étudiées dans ce rapport, seules 15 ont fixé des objectifs climatiques. Nous avons comparé ces objectifs aux principaux éléments des normes fournies par le groupe d'experts des Nations unies, publiées dans le rapport «L'intégrité compte» lors de la COP27, et nous avons constaté qu'aucune des entreprises ne satisfaisait à ces normes. Danone arrive en tête en ce qui concerne l'intégrité scientifique de son objectif, car l'entreprise s'aligne à peu près sur une trajectoire qui permet de limiter le réchauffement à 1,5°C. C'est la seule entreprise du secteur à s'être engagée spécifiquement à réduire les émissions de méthane de 30 % d'ici à 2030 et à se tourner vers des produits à base de plantes, tandis que Nestlé se met lentement dans la bonne direction. D'autres entreprises sont à la traîne en termes d'ambition et d'approche globale, notamment en ce qui concerne la prise d'un engagement clair à réduire les émissions de la chaîne d'approvisionnement, y compris les émissions de méthane. Des entreprises comme JBS ont ainsi vu leurs engagements réduits par l'initiative SBTi (Science-Based

177,00 MILLIARDS CHIFFRE D'AFFAIRES	7,60 MILLIARDS CHIFFRE D'AFFAIRES	12,99 MILLIARDS CHIFFRE D'AFFAIRES	5,78 MILLIARDS CHIFFRE D'AFFAIRES	14,28 MILLIARDS CHIFFRE D'AFFAIRES	7,12 MILLIARDS CHIFFRE D'AFFAIRES	14,90 MILLIARDS CHIFFRE D'AFFAIRES	13,64 MILLIARDS CHIFFRE D'AFFAIRES	26,24 MILLIARDS CHIFFRE D'AFFAIRES
244,55 MTCO <sub>2</sub> E ÉMISSIONS DE GES	0,28 MTCO <sub>2</sub> E ÉMISSIONS DE GES <i>Émissions Scope 3 non déclarées</i>	18,10 MTCO <sub>2</sub> E ÉMISSIONS DE GES	0,12 MTCO <sub>2</sub> E ÉMISSIONS DE GES <i>Émissions Scope 3 non déclarées</i>	10,95 MTCO <sub>2</sub> E ÉMISSIONS DE GES	14,4 MTCO <sub>2</sub> E ÉMISSIONS DE GES	18,80 MTCO <sub>2</sub> E ÉMISSIONS DE GES	22,2 MTCO <sub>2</sub> E ÉMISSIONS DE GES	26,67 MTCO <sub>2</sub> E ÉMISSIONS DE GES
OBJECTIF CLIMATIQUE FAIBLE	OBJECTIF CLIMATIQUE FAIBLE	OBJECTIF CLIMATIQUE OU OBJECTIF ZÉRO ÉMISSION NETTE	ZÉRO ÉMISSION NETTE	ZÉRO ÉMISSION NETTE	ZÉRO ÉMISSION NETTE	ZÉRO ÉMISSION NETTE	ZÉRO ÉMISSION NETTE	ZÉRO ÉMISSION NETTE



**Les entreprises du secteur de la viande et de la filière laitière analysées**  
Chiffre d'affaires et impact climatique

**CHIFFRE D'AFFAIRES DE LA SOCIÉTÉ**  
CA en dollars basé sur les derniers rapports disponibles

**SOURCE UTILISÉE POUR ÉTABLIR LE VOLUME DES ÉMISSIONS**

- Rapport d'entreprise
- CDP [Carbon Disclosure Project]
- Estimations du rapport « Emissions Impossible » (Changing Markets e IATP)

**Legend for Climate Objectives:**

- ZÉRO ÉMISSION NETTE
- OBJECTIF CLIMATIQUE FAIBLE
- OBJECTIF CLIMATIQUE OU OBJECTIF ZÉRO ÉMISSION NETTE

25,08 MILLIARDS CHIFFRE D'AFFAIRES	72,92 MILLIARDS CHIFFRE D'AFFAIRES	5,34 MILLIARDS CHIFFRE D'AFFAIRES	32,16 MILLIARDS CHIFFRE D'AFFAIRES	30,11 MILLIARDS CHIFFRE D'AFFAIRES	102,30 MILLIARDS CHIFFRE D'AFFAIRES	6,00 MILLIARDS CHIFFRE D'AFFAIRES	16,15 MILLIARDS CHIFFRE D'AFFAIRES	13,81 MILLIARDS CHIFFRE D'AFFAIRES
102,6 MTCO <sub>2</sub> E ÉMISSIONS DE GES	287,9 MTCO <sub>2</sub> E ÉMISSIONS DE GES	Non déclaré ÉMISSIONS DE GES	49,50 MTCO <sub>2</sub> E ÉMISSIONS DE GES	24,21 MTCO <sub>2</sub> E ÉMISSIONS DE GES	87,54 MTCO <sub>2</sub> E ÉMISSIONS DE GES	8,80 MTCO <sub>2</sub> E ÉMISSIONS DE GES	25,82 MTCO <sub>2</sub> E ÉMISSIONS DE GES	0,14 MTCO <sub>2</sub> E ÉMISSIONS DE GES <i>Émissions Scope 3 non déclarées</i>
OBJECTIF CLIMATIQUE FAIBLE	ZÉRO ÉMISSION NETTE	OBJECTIF CLIMATIQUE OU OBJECTIF ZÉRO ÉMISSION NETTE	ZÉRO ÉMISSION NETTE	ZÉRO ÉMISSION NETTE	ZÉRO ÉMISSION NETTE	OBJECTIF CLIMATIQUE FAIBLE	ZÉRO ÉMISSION NETTE	ZÉRO ÉMISSION NETTE

Targets Initiative), qui suscite une vive polémique en raison de l'affaiblissement de ses normes.

Au lieu d'investir dans de véritables projets et stratégies de réduction de leurs émissions, les entreprises préfèrent investir dans des études scientifiques qui les confortent dans leur agenda, comme le montre le rapport. Cela est particulièrement manifeste lorsqu'il s'agit de minimiser l'impact des émissions de méthane du secteur. Nous avons identifié deux discours principaux et quelque peu contradictoires, qui ont tous deux été portés par des universitaires financés par l'industrie en vue de minimiser l'impact des émissions de méthane. Le premier argument consiste à dire que le méthane provenant de l'élevage fait partie du cycle biogénique et qu'il est donc naturellement absorbé par la végétation, ce qui revient à ignorer l'impact significatif de ce gaz puissant sur le réchauffement climatique à court terme. Le second argument repose sur une nouvelle unité de mesure climatique, le GWP\* (de l'anglais *Global Warming Potential* ou Potentiel de réchauffement global, PRG), et soutient que même de petites réductions pourraient rendre le secteur « climatiquement neutre ». Le GWP\* est mis en avant par au moins dix groupes industriels et entités associées sur au moins quatre continents, y compris au niveau de l'UE. Des universitaires de l'Université de Californie à Davis et de l'Université d'Oxford (toutes deux financées par le secteur) ont également participé aux efforts du secteur en vue de la création de cette mesure et ont plaidé en faveur de son utilisation par le secteur de manière à affaiblir considérablement les engagements pris en matière de climat.

Le troisième discours scientifique financé par le secteur, présenté dans ce rapport, porte sur le potentiel de réduction des émissions de l'agriculture régénératrice (ou régénérative). Plus de la moitié des entreprises analysées dans le rapport recourent à ce terme pour soutenir que leur activité peut être bénéfique pour la planète. Contrairement à l'agroécologie, l'agriculture régénératrice (un terme utilisé par des

entreprises telles que Nestlé, FrieslandCampina et Dairy Farmers of America) n'a pas de définition claire et s'appuie souvent sur des affirmations scientifiques douteuses concernant la capacité du sol à stocker le carbone. Ses défenseurs affirment qu'il n'est pas nécessaire de réduire le nombre de têtes de bétail et que le simple fait de modifier les pratiques en faveur d'un pâturage régénérateur peut faire partie des solutions climatiques car cela permettrait de compenser (en partie) les émissions de l'industrie et de contribuer à la protection de la nature. Six entreprises participent à l'initiative « *Regenerating Together* » (régénérer ensemble), une initiative du secteur qui affirme travailler à l'élaboration d'une définition de l'agriculture régénératrice afin d'améliorer les performances, mais qui promeut un modèle axé sur le profit et le rendement et ne parvient pas à limiter les émissions de méthane ou à réduire le nombre de têtes de bétail.

Comme les grandes compagnies pétrolières avant elles, les grandes entreprises du secteur de la viande et de la filière laitière veillent à ce que la recherche universitaire financée par le secteur permette à la fois de minimiser l'impact du secteur sur le climat et de promouvoir les solutions qu'elles privilégient auprès des décideurs politiques. Comme nous le montrons dans les chapitres suivants, ces recherches sont souvent utilisées pour retarder et faire échouer l'action climatique dans le secteur.

### **Retarder l'action climatique**

Parallèlement aux tactiques visant à détourner l'attention du public, les entreprises du secteur emploient des tactiques visant à retarder l'action climatique. Leur objectif consiste à convaincre les gouvernements de ralentir l'adoption d'une réglementation, tout en prétendant qu'elles prennent déjà des mesures volontaires. La réalité est cependant quelque peu différente. Cette enquête révèle que les entreprises dépensent beaucoup plus d'argent en publicité que dans la recherche de solutions visant à réduire les émissions de carbone. Bien que ces sociétés

présentent des solutions techniques dans leurs documents de relations publiques et de marketing, nos recherches montrent qu'elles ne consacrent que 1 % de leur chiffre d'affaires à la recherche et au développement. Le montant réel consacré aux solutions « bas-carbone » ne représente probablement qu'une petite fraction de ce chiffre, car la plupart des entreprises ne ventilent pas leurs dépenses de recherche et développement. Trois entreprises (Fonterra, Nestlé et Arla) dépensent plus en publicité qu'en recherche et développement dans l'ensemble de leurs activités. JBS (la seule entreprise à déclarer les dépenses qu'elle consacrera aux efforts de recherche et de développement pour atteindre son objectif de zéro émission nette) dépense plus en publicité qu'elle ne le fait pour ces mêmes efforts. Ses dépenses dans ce domaine s'élèvent à 20 millions de dollars (18,99 millions d'euros) par an, ce qui ne représente que 6.2% de son budget annuel en publicité et en marketing (294 millions d'euros) et tout juste 0,03% de son chiffre d'affaires annuel pour 2022 (69 milliards de dollars, soit 63 milliards d'euros).

Nos recherches montrent qu'au cours de ces dernières années, au moins 16 des 22 entreprises analysées ont publiquement fait la promotion du potentiel qu'offrent les solutions techniques en vue de réduire les émissions, telles que les additifs alimentaires destinés à réduire les émissions de méthane. Cependant, une seule entreprise (Danone) s'est engagée à prendre des mesures transformatrices en fixant un objectif de réduction du méthane, tandis que sept autres entreprises laitières, dont Nestlé, se sont engagées à commencer à rendre compte de leurs émissions de méthane et à élaborer un plan en ce sens. Notre analyse de la littérature scientifique montre que de nombreuses solutions techniques préconisées par l'industrie ont un impact contestable sur la réduction des émissions de méthane. En outre, même lorsque certaines d'entre elles s'avèrent prometteuses, les entreprises refusent souvent de les appliquer à plus grande échelle en raison de leur coût. Au lieu d'investir dans les solutions techniques qu'elles passent tant de temps à promouvoir

dans leurs documents de relations publiques, elles réclament davantage d'argent public pour financer leur utilisation.

En ce qui concerne la transition vers un régime alimentaire à base d'aliments d'origine végétale, nous avons constaté un manque d'action flagrant. La science montre clairement que des changements majeurs dans la façon dont les aliments sont produits sont nécessaires pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et qu'un changement de régime alimentaire peut offrir des opportunités significatives en vue de réduire les émissions. Une étude a montré qu'un changement de régime alimentaire pourrait réduire les émissions annuelles de CO<sub>2</sub> de 3,10 milliards de tonnes (Gt) de CO<sub>2</sub>. Cette réduction pourrait plus que doubler pour atteindre 6,22 milliards de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> si les terres épargnées étaient utilisées pour absorber le carbone.<sup>6</sup> Cependant, nos recherches montrent que si certaines entreprises investissent dans les protéines alternatives, elles le font dans le but de développer un marché supplémentaire et non dans le cadre d'une transition vers plus de produits d'origine végétale et moins de produits d'origine animale mais de meilleure qualité. L'une des tactiques consiste à justifier la croissance de ses produits carnés et laitiers en se présentant comme une entreprise « diversifiée » dans le domaine de l'alimentation ou des protéines. Cette tactique fait écho à celle des géants du pétrole et du gaz tels que BP et TotalEnergies, qui se sont présentés comme des entreprises énergétiques diversifiées, tout en continuant à investir la quasi-totalité de leurs activités dans le pétrole et le gaz.

### **Faire échouer l'action climatique**

Ces tactiques constituent les plus agressives de toutes et nous révélons comment elles ont été mises en œuvre dans deux des plus grandes régions productrices d'animaux d'élevage : les États-Unis et l'Union européenne. Les tactiques visant à faire échouer l'action climatique consistent à dépenser des millions en dons faits

aux partis politiques et à exercer un lobbying direct et indirect par l'intermédiaire d'associations professionnelles afin de renforcer l'influence de l'industrie et d'obtenir un niveau d'accès le plus élevé possible. Nous révélons des cas de conflits d'intérêts, où des élus bénéficient des subventions agricoles qu'ils sont censés réformer, ainsi que des exemples de « portes tournantes », où des experts politiques clés viennent de l'industrie et y retournent après la fin de leur mandat public. L'exemple le plus frappant de ces portes tournantes est celui de l'actuel secrétaire américain à l'agriculture, Tom Vilsack, qui était auparavant président du Conseil américain des exportations laitières et, avant cela, secrétaire américain à l'agriculture sous la présidence Obama. Il est un fervent partisan des actions volontaires de la part des entreprises et a supervisé l'octroi d'importantes aides à l'industrie sous la forme d'incitations et de subventions, notamment pour la mise en place de biodigesteurs à méthane (ou méthaniseur), tout en niant qu'il soit nécessaire de réduire la production de bétail aux États-Unis.

Les intérêts des puissantes entreprises agricoles s'en retrouvent donc davantage renforcés au plus haut niveau politique, ce qui permet au secteur de fixer son propre agenda. Vis-à-vis des émissions de l'agriculture, cette situation se traduit par des approches « de la carotte sans le bâton ». Ce traitement privilégié dont bénéficie ce secteur polluant se reflète dans la loi américaine sur la réduction de l'inflation (IRA, de Inflation Reduction Act). Présentée par le gouvernement comme le plus grand investissement jamais réalisé en vue de « *réduire la pollution causée par les émissions de carbone* » dans l'histoire des États-Unis,<sup>7</sup> cette loi laisse gravement à désirer lorsqu'il s'agit d'atténuer l'impact du secteur de la viande et de la filière laitière, notamment en ce qui concerne les émissions de méthane. La législation n'est en effet assortie d'aucune condition visant à prouver les réductions réelles d'émissions. Le ministère américain de l'agriculture (*US Department of Agriculture, USDA*) consacre déjà un financement de près de 20 milliards de dollars destiné à la réduction des gaz à effet de serre provenant de l'agriculture (dont une grande partie est consacrée à la recherche de solutions techniques, telles que les biodigesteurs et

les additifs pour l'alimentation animale), mais il n'étudiera les éventuels avantages climatiques qu'en 2024. Parallèlement à toutes ces « carottes » dont bénéficie le secteur, les sénateurs et membres du Congrès qui sont financés par le secteur (issus des deux partis majoritaires), ont même proposé des amendements visant à interdire complètement la déclaration des émissions de méthane provenant des exploitations agricoles. Une démarche visant clairement à empêcher la mise en place d'une réglementation sur le méthane.

Au sein de l'UE, le lobby de l'agro-industrie a réussi à décimer le Green Deal, qui visait à transformer l'économie européenne pour atteindre des émissions nettes nulles d'ici à 2050. Un élément clé du Green Deal résidait dans la stratégie dite « De la ferme à l'assiette », qui promettait de créer un système d'« agriculture verte et plus saine », en réduisant de manière significative le recours aux pesticides et aux engrais chimiques. La stratégie « *De la ferme à l'assiette* » reconnaît que l'adoption d'un « régime alimentaire davantage basé sur des aliments d'origine végétale et comportant moins de viande rouge et de viande transformée » permettrait de réduire l'impact environnemental du système alimentaire.<sup>8</sup> De nouvelles lois et des révisions des politiques existantes ont été annoncées. Dans ce rapport, nous passons en revue onze initiatives politiques découlant du Green Deal et montrons de quelle manière la plupart d'entre elles ont été soit affaiblies, soit complètement abandonnées. Les répercussions vont bien au-delà de la législature actuelle, puisque le puissant groupe de pression Copa-Cogeca a également réussi à faire retirer l'obligation de réduction de 30% des émissions agricoles de l'objectif climatique de l'UE en matière de climat pour 2040.

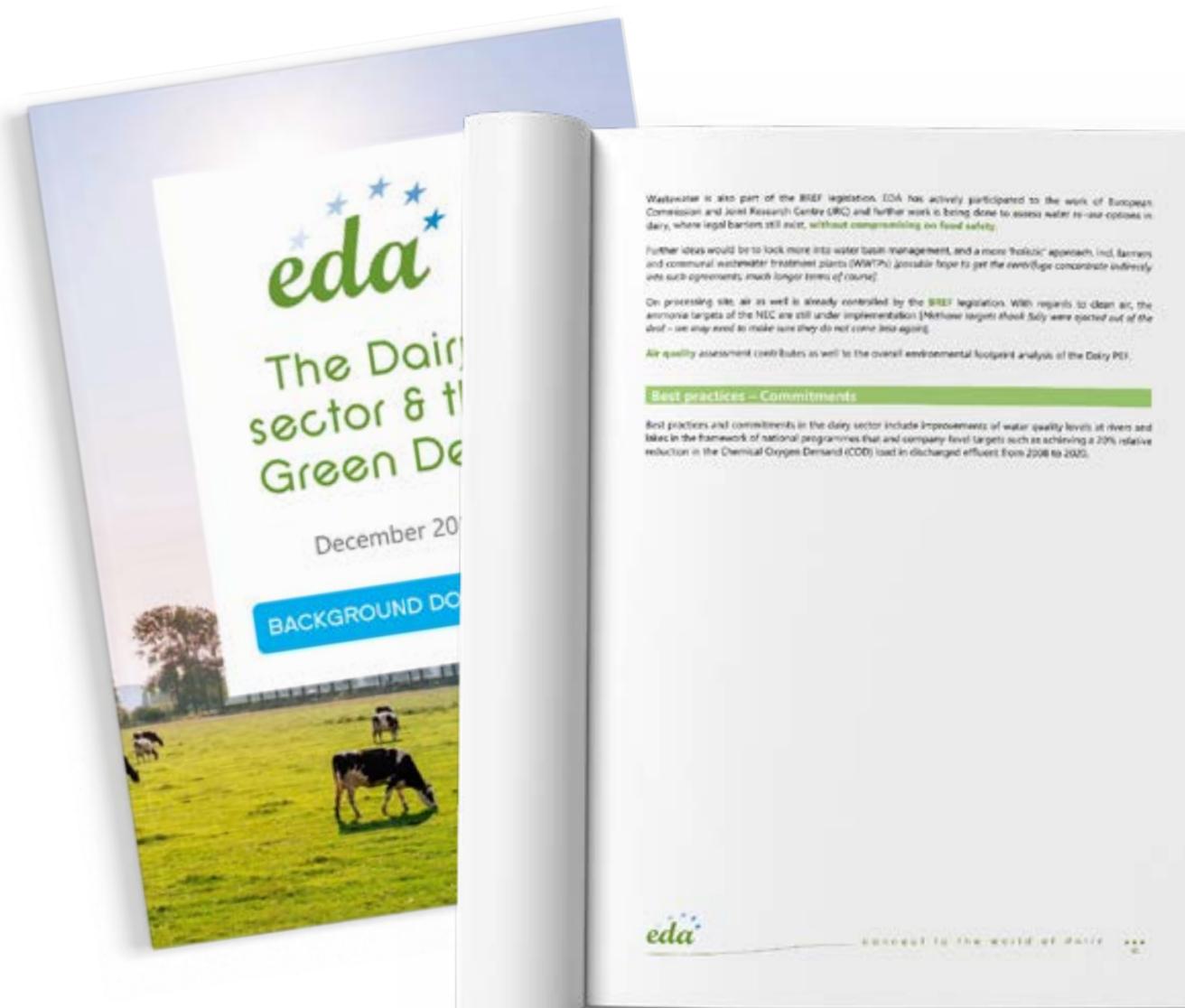
Notre enquête a révélé que les 22 entreprises de l'industrie de la viande et des produits laitiers, ainsi que les 25 groupes commerciaux principaux dont elles sont membres, ont participé à près de 600 réunions de haut niveau avec la Commission européenne (les commissaires, leurs cabinets et les directeurs généraux) depuis

novembre 2014.<sup>A</sup> Ils ont également loué les services de cabinets de conseil en relations publiques spécialisés, fait appel à des ONG contrôlées par le secteur et créé de nouveaux groupes, tels que European Livestock Voice, qui a été à l'origine de plusieurs campagnes de désinformation visant à faire échouer la législation et à faire avancer les priorités du secteur. Seules sept entreprises déclarent leurs activités de lobbying dans le registre de transparence de l'UE. Celles-ci emploient 16 lobbyistes et déclarent dépenser entre 1,8 et 2,4 millions d'euros par an pour faire pression sur les institutions de l'UE. On peut donc en conclure que le lobbying indirect exercé par l'intermédiaire de groupes sectoriels, dont les grandes entreprises du secteur de la viande et de la filière laitière sont membres, constitue une tactique beaucoup plus répandue : ces groupes ont en effet dépensé ensemble entre 9,35 et 11,54 millions d'euros par an pour faire pression sur l'Union européenne et emploient 72 lobbyistes. Ces chiffres rendus publics ne sont que la partie émergée de l'iceberg de ce qu'est leur influence, car les entreprises ont également recours à de nombreuses sociétés d'affaires publiques et à des lobbyistes au niveau national.

Un des objectifs spécifiques de ces lobbyistes est de bloquer toute action visant à réduire les émissions de méthane d'origine agricole. Avec l'aide de scientifiques financés par le secteur, les lobbyistes présentent les émissions de méthane comme faisant partie d'un cycle biogénique et promeuvent le PRP\* lors de diverses consultations et réunions publiques, cette unité de mesure étant avantageuse pour le secteur. Ce rapport révèle un certain nombre de tactiques visant à bloquer toute mesure de réglementation des émissions de méthane dans l'UE. Pour le Copa-Cogeca et l'Association laitière européenne (EDA, de l'anglais *European Dairy Association*), les actions de lobbying étaient axées sur l'argument selon lequel la réduction des émissions de méthane ferait l'objet d'une double réglementation. Cette tactique a été utilisée en réponse à la Directive sur les plafonds nationaux d'émissions (PNE), au Règlement sur la répartition de l'effort (RRE) et à la Directive

relative aux émissions industrielles (IED, de l'anglais *Industrial Emissions Directive*). En fin de compte, aucun de ces textes ne réglemente les émissions de méthane provenant de l'agriculture, et la campagne visant à faire craindre cette double réglementation a réussi à faire échouer toute réglementation. Le document de référence interne de l'EDA sur la « filière laitière et le Green Deal » affirme même que : « en ce qui concerne la pureté de l'air, les objectifs relatifs à l'ammoniac de la directive RRE sont toujours en cours de mise en application [les objectifs relatifs au méthane ont fort heureusement été retirés de l'accord (nous devrions peut-être nous assurer qu'ils n'y soient pas à nouveau intégrés)] »\*.<sup>9</sup>

A En ce qui concerne les groupes de pression qui ne sont pas spécifiques à l'agriculture mais intersectoriels, ce chiffre n'inclut que les réunions portant sur des questions connexes (par exemple, l'agriculture, le climat, la durabilité, l'étiquetage des produits de consommation), et non pas l'ensemble de leurs réunions.



## Mise en œuvre des tactiques

Le rapport étudie également la manière dont ces tactiques sont mises en œuvre en temps réel dans différentes zones géographiques. L'UE et les États-Unis sont des exemples éloquentes de la manière dont l'influence politique des grandes entreprises du secteur de la viande et de la filière laitière et de leurs groupes professionnels a conduit le secteur à imposer son propre agenda en matière de réglementation. Cela se traduit par des approches qui privilégient essentiellement leurs intérêts (dites de « la carotte sans le bâton ») à l'égard des émissions provenant de l'agriculture.<sup>10</sup>

Ces deux régions puissantes, où 13 des 22 entreprises analysées possèdent leur siège, sont également essentielles dans l'établissement d'un agenda mondial. L'influence des grandes entreprises du secteur de la viande est clairement perceptible dans le langage utilisé dans l'Engagement mondial sur le méthane, où l'atténuation des émissions de méthane provenant de l'agriculture se limite à des « incitations et des partenariats avec les agriculteurs » (une victoire que l'industrie de la viande n'a pas manqué de célébrer). De même, notre étude de cas portant sur des rapports de la FAO montre que le secteur est parvenu à imposer son discours sur la nécessité d'accroître l'efficacité du secteur par le biais de diverses solutions techniques, et ce, au détriment du consensus scientifique selon lequel le plus grand potentiel de réduction des émissions réside dans l'évolution des régimes alimentaires vers des régimes plus riches en aliments d'origine végétale. Deux rapports importants publiés par la FAO lors de la COP28 à Dubaï, « Pathways towards lower emissions »<sup>11</sup> et « Achieving SDG 2 without breaching the 1.5 °C threshold : A global roadmap »,<sup>12</sup> ont notamment fait l'objet de critiques. Ces derniers ont en effet adopté des récits favorables à l'industrie en ce qui concerne la transformation des systèmes alimentaires et ont considérablement minimisé le potentiel des changements de régimes alimentaires.

Notre rapport illustre également la façon dont des tactiques similaires sont mises en œuvre dans d'autres régions du monde.



### Nouvelle-Zélande

Au cours des deux dernières décennies, les secteurs néo-zélandais des produits laitiers et de la viande, sous le leadership de puissants groupes de pression tels que Dairy NZ et Federated Farmers, ont réussi à bloquer les efforts visant à réglementer les émissions d'origine agricole en combinant influence politique, campagnes de désinformation et promesses de futures solutions technologiques. Par exemple, en 2003, la manifestation des agriculteurs contre la « *Fart Tax* » (la « taxe sur les pets ») a permis de faire échouer une modeste proposition de taxe. Malgré de multiples tentatives visant à introduire une tarification des émissions d'origine agricole et à inclure l'agriculture dans le système d'échange de quotas d'émission, le secteur reste exempt de toute réglementation significative en matière de climat. Aussi continue-t-il à produire près de la moitié des gaz à effet de serre du pays, aux frais des contribuables. Récemment, la Cour suprême de Nouvelle-Zélande a statué en la faveur du leader Māori, Mike Smith, et l'a autorisé à poursuivre en justice les entreprises du secteur des combustibles fossiles et de la filière laitière, y compris Fonterra, au motif que ces entreprises ont une obligation légale envers lui et d'autres membres des communautés touchées par le changement climatique.<sup>13</sup> Cela laisse supposer qu'il faudra peut-être une action en justice pour que le pays réduise enfin ses émissions de méthane démesurées.



### Australie

En Australie, nous avons enquêté sur la façon dont l'industrie a mis en œuvre d'importantes tactiques visant à détourner l'attention du public et des décideurs et à retarder les réglementations, en réponse à la volonté du gouvernement d'adhérer

à l'Engagement mondial sur le méthane. Le secteur a mis en avant des arguments alarmistes pour s'opposer à cette initiative, affirmant que si le plan impliquait une réduction de la production agricole ou du nombre de têtes de bétail, cela risquait de mettre en péril la sécurité alimentaire.<sup>14</sup> Le lobby des grandes entreprises agricoles redoutait que la signature de l'Engagement sur le méthane n'entraîne des mesures réglementaires, telles qu'une taxe semblable à celle qui existe en Nouvelle-Zélande, et a suggéré qu'il y ait une consultation en bonne et due forme afin d'éviter des mouvements de protestation de la part des agriculteurs.<sup>15</sup> Lors de son adhésion à l'engagement, le gouvernement a convaincu les agriculteurs en leur garantissant que l'engagement n'était pas contraignant et en promettant d'investir dans des solutions techniques visant à réduire les émissions dans le secteur de l'agriculture.<sup>16</sup>



### Royaume-Uni

Bien qu'il ait accueilli la conférence des Nations unies sur le climat COP26 à Glasgow et qu'il se soit engagé à respecter l'Engagement mondial sur le méthane, le gouvernement britannique n'a pas réussi à mettre en œuvre un plan clair de réduction des émissions de méthane. L'influence des principaux groupes de pression du secteur agricole, tels que la National Farmers Union (NFU), est clairement perceptible dans les politiques publiques, qui encouragent les solutions techniques volontaires et les digesteurs de biométhane. Ces politiques se font souvent au détriment des petites exploitations agricoles et d'une action climatique globale, telle que l'adoption d'un régime alimentaire plus sain dans un pays qui surconsomme de la viande et des produits laitiers. L'alignement du Premier ministre Rishi Sunak sur les programmes de la droite et les protestations des agriculteurs concernant les politiques « zéro émission nette » est considéré comme une manœuvre politique destinée à obtenir des soutiens au cours de l'année électorale. Cette démarche est entreprise au mépris des préoccupations de la population concernant le changement climatique et la tendance croissante à la réduction de la consommation de viande.



### Brésil

L'« exceptionnalisme agricole » apparaît clairement dans l'étude de cas portant sur le Brésil. Le Brésil est le plus grand exportateur de viande bovine au monde, son PIB est fortement dépendant du secteur agricole et il abrite les sièges sociaux de trois puissantes entreprises du secteur de la viande : JBS, Marfrig et Minerva. Les intérêts du secteur sont profondément ancrés dans l'élaboration des politiques brésiliennes relatives à l'agriculture et à ses impacts environnementaux et sociaux. Le gouvernement de Bolsonaro a considérablement favorisé les intérêts des grands exploitants agricoles et des propriétaires terriens, ce qui a entraîné une hausse significative de la déforestation et le démantèlement des réglementations et des mécanismes de protection. Alors que le gouvernement Lula tente à présent d'inverser certains de ces revers environnementaux, les intérêts des grandes entreprises agricoles sont fermement ancrés dans les organes décisionnels politiques et les institutions publiques. Leur influence se traduit par la minimisation de l'impact du secteur sur le climat et la déforestation, reflétée notamment par la mise en avant du PRP\*, et par la promotion d'une approche de la réglementation fondée uniquement sur des mesures incitatives, privilégiant les solutions techniques et les mesures volontaires. Les trois grandes entreprises se livrent également à des tactiques visant à détourner l'attention du public et à retarder l'adoption de réglementations, en procédant à l'écoblanchiment de leurs produits et en ciblant les jeunes afin d'améliorer leur réputation dans leur pays et à l'étranger.



### Italie

Notre étude de cas portant sur l'Italie est axée sur l'interdiction récente de la viande cultivée et les restrictions en matière d'étiquetage des produits à base de végétaux. Notre étude a révélé que la désinformation en ligne a atteint un niveau record aux moments clés du processus législatif relatif à l'interdiction de la viande cultivée en

Italie. Cette désinformation semble avoir été déployée de manière stratégique dans les semaines précédant l'interdiction proprement dite. Les articles publiés en ligne qualifiaient la viande cultivée de « fausse » ou de « synthétique » et établissaient un lien avec la théorie du complot de la « Grande réinitialisation », la dépeignant comme une menace pour la tradition et la santé des Italiens. La désinformation autour de l'interdiction de la viande cultivée en Italie ne s'est pas limitée aux acteurs locaux. En effet, 80 % des principaux influenceurs ayant diffusé de fausses

informations étaient originaires des États-Unis, du Royaume-Uni et de Suède, utilisant des publications en langue anglaise pour associer la politique de l'Italie à des conspirations mondiales plus larges. Par exemple, les messages d'influenceurs tels que Bev Turner et Peter Sweden ont présenté l'interdiction comme s'inscrivant dans le cadre d'une lutte contre une « élite mondiale », utilisant l'Italie comme un modèle pour d'autres pays qui résistent aux technologies alimentaires modernes et aux politiques environnementales.



# Conclusion

Ce rapport met en évidence l'influence des groupes de pression du secteur de la viande et de la filière laitière, qui partout dans le monde œuvrent pour maintenir le statu quo et bloquer l'action climatique, notamment les changements de régime alimentaire et l'adoption de protéines alternatives. Bien que leurs tactiques ressemblent à celles des grandes compagnies pétrolières, qui ont été largement discréditées et reconnues comme nuisant à l'intérêt public, l'influence des grands groupes du secteur de la viande et des produits laitiers passe encore inaperçue et ils continuent de bénéficier d'une forme d'exceptionnalisme agricole. Aux États-Unis, les produits alimentaires d'origine animale bénéficient d'environ 800 fois plus de subventions publiques et de 190 fois plus de fonds consacrés au lobbying que les produits alternatifs.<sup>17</sup> Au niveau de l'Union européenne, les produits alimentaires d'origine animale bénéficient d'environ 1 200 fois plus de fonds publics et de 3 fois plus de fonds de lobbying.<sup>18</sup>

Les protéines alternatives constituent une technologie prometteuse, mais elles n'ont reçu qu'une fraction des investissements réalisés dans d'autres secteurs. Cela bloque les avancées vers des solutions climatiques dans le secteur alimentaire.

Un rapport du Boston Consulting Group a révélé que, pour chaque dollar investi, les protéines d'origine végétale sont celles qui permettent les économies de CO<sub>2</sub> les plus importantes, tout secteur confondu, et qu'elles suscitent « un intérêt immédiat de la part des consommateurs ». Les tendances observées sur le marché montrent également qu'il existe un véritable engouement pour les aliments d'origine végétale.

En 2022, une étude portant sur 31 pays a révélé que 44 % des consommateurs en moyenne dans le monde étaient « susceptibles de manger moins de viande ou de la remplacer par d'autres aliments afin de limiter leur contribution au changement climatique ».<sup>19</sup> Les milléniaux sont également plus enclins à essayer de ne pas manger de viande,<sup>20</sup> et 22 % de la population mondiale est végétarienne.<sup>21</sup> Dans le même temps, des initiatives telles que le « Veganuary » (janvier vegan) sont de plus en plus populaires d'année en année, avec environ 25 millions de personnes qui y ont participé en janvier 2024.<sup>22</sup>

La recherche scientifique sur le climat est claire : les mesures que nous prendrons au cours de cette décennie détermineront les températures et le monde dans lequel nous vivrons pour les années à venir. Le secteur de l'élevage est à la fois une source importante d'émissions de gaz à effet de serre et un secteur particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique, déjà ressentis par les agriculteurs et les citoyens ordinaires sur toute la planète. Les recherches montrent qu'à mesure que les températures augmentent, les effets du changement climatique ne feront que s'aggraver, ce qui aura des conséquences financières importantes pour le secteur et pourrait avoir des répercussions catastrophiques sur la sécurité alimentaire dans le monde entier, en touchant plus particulièrement les personnes les plus vulnérables. Alors que le secteur se bat pour résister à toute réduction du nombre de têtes de bétail et à la transition vers des régimes alimentaires plus sains et davantage basés sur des aliments d'origine végétale, nous devons prendre des mesures urgentes pour réglementer le secteur, réduire les émissions et investir dans des solutions alternatives. À l'instar des grandes compagnies du tabac et des combustibles fossiles, l'agroindustrie doit faire l'objet d'un contrôle rigoureux.

# Références

- 1 Charles, K. (2021) Food production emissions make up more than a third of global total New Scientist, 30 September 2021. [ONLINE] Disponible sur : <https://www.newscientist.com/article/2290068-food-production-emissions-make-up-more-than-a-third-of-global-total/>
- 2 United Nations Environment Programme and Climate and Clean Air Coalition (2021) Global Methane Assessment: Benefits and Costs of Mitigating Methane Emissions. Nairobi: United Nations Environment Programme [ONLINE] Disponible sur : [https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/35917/GMA\\_ES.pdf](https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/35917/GMA_ES.pdf)
- 3 Clark, M. et al. "Global food system emissions could preclude achieving the 1.5° and 2°C climate change targets" Science (2020); 370: 705-708. <https://www.science.org/doi/10.1126/science.aba7357>
- 4 McCormick, B. Jr Animal Law & Policy Program Harvard Law School (2024) News: Climate and agriculture scientists set the record straight – emissions from the livestock sector must decline by 50% this decade, and some countries should do more than others, 12 March 2024. [ONLINE] Disponible sur : <https://animal.law.harvard.edu/news-article/paris-compliant-livestock-report/>
- 5 Changing Markets Foundation (2020): Talking Trash: The corporate playbook of false solutions to the plastic crisis [ONLINE] Disponible sur : <https://changingmarkets.org/report/talking-trash-the-corporate-playbook-of-false-solutions-to-the-plastic-crisis/>
- 6 Michael Clark et al. "Global food system emissions could preclude achieving the 1.5° and 2°C climate change targets" Science (2020); 370: 705-708. <https://www.science.org/doi/10.1126/science.aba7357>
- 7 US Treasury (2023) The Inflation Reduction Act: Pro-growth climate policy [https://home.treasury.gov/news/featured-stories/the-inflation-reduction-act-pro-growth-climate-policy#:~:text=The%20Inflation%20Reduction%20Act%20\(IRA,investment%20in%20our%20economic%20growth.](https://home.treasury.gov/news/featured-stories/the-inflation-reduction-act-pro-growth-climate-policy#:~:text=The%20Inflation%20Reduction%20Act%20(IRA,investment%20in%20our%20economic%20growth.)
- 8 European Commission (2020) Farm to Fork Strategy: For a fair, healthy and environmentally-friendly food system. [ONLINE] Disponible sur : [https://food.ec.europa.eu/system/files/2020-05/f2f\\_action-plan\\_2020\\_strategy-info\\_en.pdf](https://food.ec.europa.eu/system/files/2020-05/f2f_action-plan_2020_strategy-info_en.pdf)
- 9 European Dairy Association, The Dairy Sector and the Green Deal [internal document], 2019. Disponible sur : [http://www.euromilk.org/fileadmin/user\\_upload/Public\\_Documents/EDA\\_Position\\_papers\\_-\\_Fact\\_Sheets/Sustainability/EDA\\_Paper\\_-\\_Green\\_Deal\\_communication\\_-\\_Dec.\\_2019.pdf](http://www.euromilk.org/fileadmin/user_upload/Public_Documents/EDA_Position_papers_-_Fact_Sheets/Sustainability/EDA_Paper_-_Green_Deal_communication_-_Dec._2019.pdf)
- 10 Academics requesting retraction of FAO report that misrepresents their research (2024). [ONLINE] Disponible sur : <https://www.universiteitleiden.nl/en/science/environmental-sciences/research/food>
- 11 FAO. 2023. Pathways towards lower emissions – A global assessment of the greenhouse gas emissions and mitigation options from livestock agrifood systems. Rome <https://doi.org/10.4060/cc9029en>
- 12 FAO (2023) Achieving SDG 2 without breaching the 1.5 °C threshold: A global roadmap, [ONLINE] Disponible sur : <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/61c1ab4e-32f7-47c4-b267-d6410bb1dac3/content>
- 13 Mridul, A. (2024) Māori Leader Wins NZ Court Appeal vs Dairy & Fossil Fuel Companies. Green Queen, 10 February [ONLINE] Disponible sur : <https://www.greenqueen.com.hk/new-zealand-climate-change-court-case-smith-v-fonterra>
- 14 Murphy, K. (2022) Australian farmers warn PM not to rush into Biden's global methane pledge. *The Guardian*. 23 Jun 2022 [ONLINE] Disponible sur : <https://www.theguardian.com/australia-news/2022/jun/23/australian-farmers-warn-pm-not-to-rush-into-bidens-global-methane-pledge>
- 15 Clarke, T. (2022) 'Killing jobs': Coalition rejects methane pledge. *Skynews*. 13 October 2022. [ONLINE] Disponible sur <https://www.skynews.com.au/australia-news/politics/coalition-warns-labor-will-legislate-methane-pledge-and-destroy-australian-farming-jobs-amid-concerns-of-burp-tax/news-story/24dbb3c5146bcf5415dec422cc79cde7>
- 16 Department of Climate Change, Energy, the Environment and Water (2022) *Australia joins Global Methane Pledge*. [ONLINE] Disponible sur : <https://minister.dcceew.gov.au/bowen/media-releases/australia-joins-global-methane-pledge>
- 17 Vallone, S. Lambin, E.F. (2023) Public policies and vested interests preserve the animal farming status quo at the expense of animal product analogs [https://www.cell.com/action/showPdf?pii=S2590-3322\(23\)00347-0](https://www.cell.com/action/showPdf?pii=S2590-3322(23)00347-0)
- 18 Vallone, S. Lambin, E.F. (2023) Public policies and vested interests preserve the animal farming status quo at the expense of animal product analogs [https://www.cell.com/action/showPdf?pii=S2590-3322\(23\)00347-0](https://www.cell.com/action/showPdf?pii=S2590-3322(23)00347-0)
- 19 Statista (2022) Share of consumers that are likely to eat less meat or replace it with alternatives to limit their contribution to climate change in selected countries worldwide in 2022 [ONLINE] Disponible sur: <https://www.statista.com/statistics/1310155/consumers-trying-to-reduce-meat-consumption-due-to-meat-impact-on-climate/>
- 20 Great Green Wall (2024) *Vegetarian statistics 2024, surprising facts & data* [ONLINE] Disponible sur : <https://www.greatgreenwall.org/supplements/vegetarian-statistics/#:~:text=Over%201.5%20Billion%20people%20worldwide,vegetarian%20because%20of%20economic%20reasons.>
- 21 World Animal Foundation (2024) *Shifting attitudes towards meat consumption: understanding vegetarian statistics* [ONLINE] Disponible sur : <https://worldanimalfoundation.org/advocate/vegetarian-statistics/>
- 22 Veganuary (2024) *Increasing participation* [ONLINE] Disponible sur : <https://veganuary.com/about/increasing-participation/>

